

Un conducteur est-il responsable des dommages en cas de non-utilisation des EPI ?

Réponse courte

Oui. L'article 7 de la CCT Transports & Logistique prévoit que le salarié **répond personnellement** du préjudice causé en cas de non-utilisation de l'EPI mis à sa disposition.

Cette responsabilité suppose que l'employeur a effectivement fourni l'équipement gratuitement et que le salarié a été informé de son obligation de port. La non-utilisation des EPI peut également constituer une **faute disciplinaire** pouvant justifier des sanctions allant jusqu'au licenciement.

Définition

La **responsabilité personnelle** du salarié en matière d'EPI signifie qu'il peut être tenu de réparer le dommage résultant de sa négligence à porter les équipements de protection. Cette responsabilité est une contrepartie de l'obligation de fourniture gratuite par l'employeur et s'inscrit dans le cadre plus large de l'obligation de **sécurité partagée**.

Conditions d'exercice

La responsabilité du salarié est conditionnée par le respect préalable des obligations de l'employeur.

Condition	Exigence
Fourniture des EPI	Employeur a fourni gratuitement les EPI (art. 7 CCT)
Information du salarié	Le salarié connaît l'obligation de port
Formation	Le salarié a été formé à l'utilisation
Disponibilité	Les EPI sont en bon état et accessibles
Preuve de non-utilisation	L'employeur doit prouver la non-utilisation

Modalités pratiques

Les conséquences de la non-utilisation des EPI sont multiples.

Conséquence	Détail
Responsabilité civile	Réparation du préjudice causé par la non-utilisation
Sanction disciplinaire	Avertissement, mise à pied, licenciement selon gravité
Faute grave	Possible si refus répété et risque vital
Accident du travail	La faute du salarié n'exonère pas l'employeur de son obligation de sécurité
Assurance	L'assureur peut invoquer la faute du salarié

Pratiques et recommandations

Documenter la remise des EPI par un bordereau signé est indispensable pour établir que l'employeur a rempli son obligation de fourniture.

Rappeler régulièrement l'obligation de port des EPI lors des réunions de sécurité et par voie d'affichage renforce la preuve de l'information du salarié.

Sanctionner progressivement les manquements selon l'échelle des sanctions disciplinaires (avertissement écrit, puis mise à pied) avant d'envisager un licenciement pour faute grave démontre une gestion proportionnée.

Cadre juridique

Référence	Objet
Art. 7 CCT Transports & Logistique 2025-2026	Responsabilité du salarié en cas de non-utilisation des EPI
Art. <u>L.312-1</u> du Code du travail	Obligation de sécurité de l'employeur

La responsabilité du salarié ne décharge pas l'employeur de son obligation de sécurité. En cas d'accident, l'employeur reste tenu de démontrer qu'il a fourni les EPI et formé le salarié à leur utilisation.

Les contenus sont rédigés et mis à jour régulièrement à partir de sources officielles. Leur usage ne remplace pas une consultation juridique et doit être validé par un professionnel du droit.